

Mondes et mouvements ouvriers italiens face à la guerre

Autor(en): **Prezioso, Stéfanie**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **32 (2016)**

PDF erstellt am: **25.04.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-681747>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

MONDES ET MOUVEMENTS OUVRIERS ITALIENS FACE À LA GUERRE

STÉFANIE PREZIOSO

La Première Guerre mondiale suscite un peu partout en Europe un renouveau d'intérêt qui ne semble pas vouloir faiblir*. On ne compte plus les ouvrages, articles, initiatives culturelles de toutes sortes ayant pour point focal la Grande Guerre¹. En Italie, le premier conflit mondial semble au contraire avoir disparu largement des espaces publics et politiques nationaux ; à tel point que Marco Mondini s'interrogeait récemment encore sur le « débat inexistant » sur la Grande Guerre dans la Péninsule². Certes, il y a quelques années encore, les commémorations du premier conflit mondial, et en particulier du 4 novembre (« victoire italienne »), étaient conçues à droite de l'échiquier politique comme un moyen pour « réveiller chez les Italiens les sentiments d'orgueil et d'unité nationale »³. Ignazio La Russa, ministre de la Défense en 2008, avait même soutenu l'idée de faire du 4 novembre la fête nationale du pays. Une proposition qui se rattachait à

* La contribution qui suit est une version remaniée de deux articles : « El socialismo y el movimiento obrero en Francia e Italia ante el primer conflicto mundial : ¿ Qué hacer cuando estalla la guerra ? », *Sociología Histórica*, n° 4, 2014, 139-176 ; « Italie 1915-1918 : communion nationale ou guerre de classes ? », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*, octobre-décembre 2014, n° 125, pp. 33-48. Tous les textes cités ont été traduits de l'italien en français par mes soins.

¹ À ce propos : J. Horne, « The Great War at its centenary », in J. Winter (ed.), *The Cambridge History of the First World War. Vol. III : Civil Society*, Cambridge, Cambridge University Press, 2014, pp. 618-639 ; E. Julien, *Der Erste Weltkrieg (= Kontroversen um die Geschichte)*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 2014.

² N. Labanca, « Monumenti, documenti, studi », in *id.* (dir.), *Dizionario storico della Prima guerra mondiale*, Turin, UTET, 2014, p. 453 ; voir également M. Mondini, « L'historiographie italienne face à la Grande Guerre : saisons et ruptures », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 22, janvier-avril 2014 [en ligne, www.histoire-politique.fr].

³ Cité par D. Ceschin, « La mémoire de la Grande Guerre en Italie », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 113-114, 2014, p. 107.

la lecture, prédominante avant 1968-1980, de la Grande Guerre comme élément « positif » et fondateur de la constitution de l'État italien, première épreuve victorieuse de la nation en armes, et moment cardinal de l'entrée de l'Italie dans la sphère des grandes puissances⁴. Et les appels, à ce moment-là, à « l'ingérence humanitaire », à droite comme à gauche de l'échiquier politique, et à la « guerre préventive » réactualisaient l'interventionnisme italien de 1914-1915 comme une option non seulement légitime, mais juste.

Aujourd'hui, un comité interministériel pour le centenaire appuyé par un Comité scientifique pour les anniversaires s'est mis en place. Mais, malgré les objectifs proclamés du gouvernement qui entendait faire de ces commémorations l'occasion de se souvenir de la Grande Guerre comme « d'un épisode d'importance fondamentale dans le processus de construction de [l'] histoire nationale et de la cohésion des Italiens », on assiste bel et bien à une « régionalisation » toujours plus marquée de la mémoire collective⁵. À cela s'ajoute un relatif désintérêt historiographique pour la Grande Guerre et en particulier pour les mondes ouvriers, appuyé par la rengaine bien connue de la « fin du paradigme de la dissidence », c'est-à-dire de cette histoire « politique », « radicale » et « militante » accusée de tous les maux et en particulier de « victimiser » les soldats⁶.

Et pourtant, la situation italienne offre une entrée privilégiée à une compréhension renouvelée des mondes et des mouvements ouvriers au cours de la Première Guerre mondiale, en particulier lorsqu'il est question des modalités de leur « entrée » dans le conflit, des divers positionnements par rapport au « choix » de l'intervention, notamment la question du « revirement » d'une social-démocratie hostile à la guerre. Ainsi, les réponses en terme de « conviction » et de « continuité », ou d'accélération de processus déjà à l'œuvre, sont moins simples qu'il n'y paraît, surtout si on les met en relation avec la question des « temps de la guerre » : en fonction non seulement de leur aspect

⁴ Sur ces lectures, N. Labanca, « Monumenti, documenti, studi », art. cit. ; O. Janz, « Entre deuil et triomphe : le culte politique des morts en Italie après la Première Guerre mondiale », in A. Duménil, N. Beaupré, C. Ingrao (éd.), *1914-1945. L'ère de la guerre. Violence, mobilisations, deuil, tome I: 1914-1918*, Paris, Agnès Vienot éditions, 2004.

⁵ www.centenario1914-1918.it/it/il-governo-per-il-centenario

⁶ O. Janz, « Zwischen Konsens und Dissens. Zur Historiographie des Ersten Weltkriegs in Italien », in A. Bauerkämper, E. Julien (éd.), *Durch halten! Krieg und Gesellschaft im Vergleich 1914-1918*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2010.

contingent, la prolongation du conflit, mais aussi de ce qu'ils impliquent en termes d'approfondissement des contradictions inhérentes aux orientations prises au grand jour en août 1914⁷. Le cas italien peut, dans cette optique, éclairer les diverses facettes d'un « choix », celui de l'entrée ou non en guerre, qui certes s'appuie sur des pratiques bien concrètes, que l'on pourrait résumer par la formule de l'historienne australienne Joan Beaumont articulant puissance acquise du socialisme et « conscience des compromis inhérents » au maintien des positions parlementaires ; mais qui peut néanmoins aussi apparaître comme un repli, obligé ou non⁸. La question du rapport à l'État constitué, à sa mise en guerre, à ses modalités d'action, à sa légitimité s'inscrit comme l'une des variables importantes de ce « choix ».

La guerre est à la fois « révélation » et « innovation »⁹. Selon John Horne, elle est l'une des clés de compréhension du « rôle prédominant » du réformisme dans les orientations politiques du socialisme dans les sociétés ouest-européennes au cours du XX^e siècle¹⁰. En point de mire, là aussi, une question débattue depuis fort longtemps, celle de savoir si et dans quelle mesure la guerre constitue un tournant, une rupture dans l'histoire des sociétés considérées, et quelles en sont les limites.

L'exception italienne ?

À la différence de ce qui se produit pour les autres puissances européennes où l'entrée en guerre des soldats-citoyens en août 1914 s'apparente à une « évidence collective » parce qu'« il y a la guerre », en Italie, elle est un enjeu de luttes politiques durant une période relativement longue¹¹. Les dix mois qui séparent le début des hostilités de l'entrée en guerre

⁷ L. Scoppola Jacopini, « I socialisti italiani al bivio della pace e della guerra (1904-1917) », in L. Goglia, R. Moro, L. Nuti (dir.), *Guerra e pace nell'Italia del Novecento. Politica estera, cultura politica e correnti dell'opinione pubblica*, Bologne, Il Mulino, 2006, pp. 103-104.

⁸ J. Beaumont, « Australia and New Zeland go to War », papier présenté au colloque international *Des Balkans au monde : entrer en guerre, échelles globales et locales*, Comité international des sciences historiques (CISH) & Mission du centenaire & Unité mixte de recherches Identités, Relations internationales et Civilisations de l'Europe, CNRS, Université Paris 1 Sorbonne, Unesco, 13-15 novembre 2014.

⁹ G. Procacci, « Introduzione », in *id.* (dir.), *Stato e classe operaia in Italia durante la Prima guerra mondiale*, Milan, Franco Angeli, 1983, p. 11.

¹⁰ J. Horne, *Labour at War. France and Britain 1914-1918*, Oxford, Calendron Press, 1991, p. IX.

¹¹ A. Loez, *1914-1918. Les refus de la guerre, une histoire des mutins*, Paris, Gallimard, 2010.

du pays sont le théâtre de conflits ouverts et souvent violents entre les neutralistes, écrasante majorité de la population italienne ouvrière et paysanne, représentés politiquement par les socialistes, les catholiques et les libéraux partisans de Giolitti, et une constellation interventionniste dont, dès novembre 1914, Benito Mussolini et son journal *Il Popolo d'Italia* deviennent les porte-parole, fortement minoritaires, rassemblant de jeunes universitaires bourgeois provenant d'horizons politiques les plus divers (nationalistes, républicains, socialistes réformistes, syndicalistes révolutionnaires ou anarchistes)¹². Cette bataille politique qui ensanglante les rues de la péninsule constitue le moment phare de la participation « choisie » ou « subie » du « peuple » italien dans son ensemble à la sphère publique¹³. Une spécificité qui sera soulignée par Lénine : « Les masses n'ont été interrogées nulle part, écrit-il, excepté peut-être en Italie – neuf mois de discussions avant la déclaration de guerre – et en Italie les masses étaient contre le parti de Bissolati. »¹⁴

La droite réformatrice, celle qui allait jusqu'à lier le « sort de la classe ouvrière à celui de la patrie », est en effet contrainte de quitter le PSI en 1912 à la suite de ses prises de position en faveur de la campagne de Libye menée par la monarchie italienne à partir de 1911¹⁵. Au congrès de Reggio Emilia, les intransigeants à la tête desquels se trouve Benito Mussolini accèdent à la direction du parti, l'aile réformatrice de Filippo Turati est alors isolée ; l'unité du parti n'est plus qu'apparente, un « fétiche », pour reprendre le terme d'Anna Kuliscioff, compagne de Filippo Turati¹⁶. Mais la situation italienne

¹² A. D'Orsi, « Gli interventismi democratici », *Passato e Presente*, n° 54, 2001, pp. 43-58.

¹³ Notamment M. Isnenghi, *L'Italia in piazza. I luoghi della vita pubblica dal 1848 ai giorni nostri*, Milan, Mondadori, 1994.

¹⁴ V. Lénine, *Sul movimento operaio italiano*, Rome, Editori Riuniti, 1976, p. 92 ; cité également in F. Cammarano, « Dalla preghiera al tumulto : un'eccedenza alla ricerca della politica », in *id.* (dir.), *Abbasso la guerra ! Neutralisti in piazza alla vigilia della Prima guerra mondiale in Italia*, Florence, Le Monnier, 2015, p. 3.

¹⁵ Voir N. Labanca, *Oltremare. Storia dell'espansione italiana in Africa*, Bologne, Il Mulino, 2002 ; M. degl'Innocenti, *Il socialismo italiano e la guerra di Libia*, Rome, Editori Riuniti, 1976 ; ainsi que A. del Boca, *Gli Italiani in Libia. Tripoli bel suol d'amore (1860-1922)*, Bari, Laterza, 1986.

¹⁶ A. Kuliscioff à F. Turati, 10 novembre 1917, in F. Turati, A. Kuliscioff, *Carteggio 1915-1918*, vol. 4, Turin, Einaudi, 1977 ; F. Canale Camara, *Alla prova del fuoco. Socialisti francesi e italiani di fronte alla Prima guerra mondiale (1911-1916)*, Naples, Alfredo Guida Editore, 2006, p. 34 ; sur le Congrès qui vote l'exclusion des réformistes du PSI voir G. Arfé, *Storia del socialismo italiano*, Turin, Einaudi, 1977 ; ainsi que, entre autres, M. degl'Innocenti, *Il socialismo italiano e la guerra*, *op. cit.*

a ceci de particulier que les intransigeants, ceux qui étaient alignés sur la position du « neutralisme révolutionnaire » revendiquant d'appliquer « tous les moyens nécessaires » pour empêcher et combattre la guerre, se retrouvent, pour une part du moins, à partir de novembre 1914 précisément, dans les rangs de l'interventionnisme « révolutionnaire » ; parmi ceux-ci, Benito Mussolini, chassé du parti en novembre¹⁷. L'aile réformiste de gauche de Filippo Turati, quant à elle, non seulement n'excluait pas une guerre de défense, mais considérait même qu'elle allait de soi : « [...] l'invasion, l'annexion seraient repoussées et détruites, avait écrit Turati en 1906, [...] les femmes et les enfants poignarderaient. Les pierres se soulèveraient. »¹⁸ En outre, la peur de cette frange du réformisme que les masses se mettent en mouvement à la faveur d'une opposition résolue à la guerre freinait une adhésion complète aux principes du Congrès de Bâle, de la « guerre à la guerre »¹⁹.

De fait, le PSI est le seul parmi les partis socialistes des pays belligérants à refuser la guerre, en accord apparent avec les prises de position de l'Internationale socialiste ; le 5 août, la direction du parti réitère son opposition farouche à la guerre et sa résolution de faire appel à la « grève générale » au cas où le pays entrerait en guerre²⁰. La déclaration de neutralité de l'État italien en août 1914 contribue sans doute à cela, comme le relèvera à sa manière Lénine en questionnant la capacité du PSI à maintenir sa position en cas d'entrée en guerre de l'Italie : « Le parti italien a été une exception à l'époque de la Deuxième Internationale ; il a écarté les opportunistes, Bissolati en tête, écrit-il en janvier 1915. [...] Nous sommes loin d'idéaliser le parti socialiste italien et ne garantissons absolument pas qu'il restera bien ferme au cas où l'Italie entrerait en guerre. [...] Nous constatons *ce fait* irréfutable que les ouvriers de la plupart des pays d'Europe ont été *dupés par l'unité fictive des opportunistes et des révolutionnaires* et que l'Italie représente une heureuse exception à cette

¹⁷ G. Sbordone, « Tra classe e nazione. Socialisti al confine (1914-15) », in M. Isnenghi, D. Ceschin (dir.), *La Grande Guerra. Uomini e luoghi del 15-18*, tome I, Turin, UTET, 2008, p. 151 ; voir également R. de Felice, *Mussolini il rivoluzionario (1883-1920)*, Turin, Einaudi, 1995.

¹⁸ F. Turati, « I socialisti e le spese militari », *Critica sociale*, 1^{er} novembre 1906 ; L. Scoppola Jacopini, « I socialisti italiani al bivio », art. cit., p. 71.

¹⁹ M. Merle (éd.), *Pacifisme et internationalisme*, Paris, Armand Colin, 1966, p. 252.

²⁰ L. Scoppola Jacopini, « I socialisti italiani al bivio », art. cit., p. 98.

règle [...] »²¹. La Conférence de Lugano de septembre 1914, réunissant les délégations socialistes suisses et italiennes, n'avait-elle pas dans sa résolution finale fait appel aux « gouvernements [des pays neutres] » afin qu'ils « entreprennent immédiatement des négociations avec les pays en guerre dans le but d'obtenir la cessation rapide de l'extermination des peuples » ?²²

Au cours des dix mois qui séparent le déclenchement de la guerre de l'entrée de l'Italie dans le conflit, les socialistes italiens se trouvent dans la situation concrète d'empêcher non la guerre mais la participation italienne à celle-ci. L'adjectivation de la neutralité, « vigilante et armée », « active et énergique » ou « active et agissante », devient enjeu de lutte politique, d'autant que les attaques fusent de tous côtés, en particulier dans les rangs de la SFIO²³. Face à l'irruption du conflit, le neutralisme revendiqué des instances socialistes italiennes se décline de différentes manières se fondant à la fois sur leurs rapports à la nation et à l'État, et sur la conscience acquise de la prolongation de la guerre²⁴.

Ainsi en est-il de l'orientation « singulière » défendue alors par le jeune socialiste Antonio Gramsci, trop souvent et à tort confondue avec une prise de position en faveur de l'interventionnisme révolutionnaire²⁵. Dans son article « Neutralità attiva ed operante », l'un de ses articles le plus « controversé et énigmatique », écrit fin octobre 1914, Gramsci se demande : « Quel doit être le rôle du Parti socialiste (je souligne, pas du prolétariat ou du socialisme en général) dans le moment actuel de la vie italienne ? »²⁶ Il insiste alors en particulier

²¹ V. Lénine, « Que faire maintenant ? (Des tâches des partis ouvriers à l'égard de l'opportunisme et du social-chauvinisme) », *Le Social démocrate*, n° 36, 9 janvier 1915, in *id.*, *Œuvres*, tome 21 (août 1914-décembre 1915), Paris, Éditions sociales, 1960, p. 107 (souligné dans le texte) ; voir également R. Monteleone, *Filippo Turati*, Turin, Unione tipografica torinese, 1987, p. 381.

²² Sur cette conférence, A. Romano, « Protocollo della conferenza socialista italo-svizzera di Lugano (27 settembre 1914) », *Rivista storica del socialismo*, n° 18, 1963, pp. 81-114.

²³ Notamment, G. Hervé, « À Ponce Pilate, socialiste italien », *La Guerre sociale*, 24 septembre 1914.

²⁴ R. Monteleone, *Filippo Turati*, *op. cit.*, p. 384.

²⁵ Sur les diverses lectures de l'article du jeune Gramsci voir L. Rapone, *Cinque anni che paiono secoli. Antonio Gramsci dal socialismo al comunismo*, Rome, Carocci, 2011.

²⁶ A. Gramsci, « Neutralità attiva ed operante », *Il Grido del Popolo*, 31 octobre 1914 ; maintenant in A. Gramsci, *Cronache torinesi 1913-1917*, Turin, Einaudi, 1980, pp. 10-15 [trad. in A. Gramsci, *Écrits politiques 1914-1920*, vol. 1, textes choisis, présentés et annotés par R. Paris, Paris, Gallimard, 1975, p. 63] ; B. Mussolini, « Dalla neutralità assoluta alla neutralità attiva ed operante », *Avanti!*, 18 octobre 1914.

sur la nécessité de répondre au caractère « passif » de la neutralité défendue par l'aile réformiste de Turati. De son point de vue, cette neutralité-là ne peut impliquer, dans la situation concrète de l'heure pour l'Italie, qu'un appui plus ou moins direct à la politique du gouvernement²⁷. Face à la formule « attentiste » des réformistes italiens, Gramsci en appelle à rétablir la « dualité des classes » (*dualismo di classe*), à restituer au mouvement ouvrier sa fonction antagonique tout en réaffirmant activement l'incompatibilité entre guerre et classe ouvrière. La position du jeune socialiste est donc bien différente de celle défendue quelques semaines plus tôt par Benito Mussolini dans son article « Dalla neutralità assoluta alla neutralità attiva ed operante », signe annonciateur de son revirement en faveur de l'interventionnisme.

Tout ambiguë qu'elle puisse paraître, l'orientation gramscienne a en revanche le mérite de souligner avant l'heure les limites de la neutralité réformiste. Si celle-ci était certes fondée pour une part sur l'antimilitarisme traditionnel du mouvement ouvrier, elle était également basée sur la conscience du manque de préparation militaire de l'Italie, d'autant plus partagée que la guerre semblait devoir être plus longue que prévu ; mais aussi sur le fait incontestable qu'on ne pouvait faire appel à un « attachement » particulier de la population de la péninsule à l'État²⁸. Si l'adhésion à l'Union sacrée du socialisme français pouvait s'inscrire dans l'histoire longue de la « nation en armes », de la défense des valeurs révolutionnaires et des institutions républicaines, en Italie, la question se posait en des termes tout à fait différents : diversité du territoire, carences de l'État unitaire dans les politiques de nationalisation, mais aussi de gestion des « Italies », enfin écart entre « pays réel » et « pays légal ».

À partir de mai 1915, le mot d'ordre de Costantino Lazzari « ni adhérer, ni saboter » semble prendre acte des contradictions inhérentes à la position des socialistes italiens sans même tenter de les résoudre²⁹. De fait, comme le relèvera après-guerre Filippo Turati, « dans la pratique de l'action, le “non adhérer” était déjà en quelque sorte un début

²⁷ Sur cette interprétation, P. Taboni, « La gramsciana Neutralità attiva ed operante », *Differenze*, 1979, n° 10, p. 119s.

²⁸ A. Riosa, « La “terza via” del “né aderire, né sabotare” », in M. Isnenghi, D. Ceschin (dir.), *La Grande Guerra*, op. cit., p. 141.

²⁹ M. Isnenghi, G. Rochat, *La Grande Guerra 1914-1918*, Florence, La Nuova Italia, 2000, p. 274 ; ainsi que N. Labanca, *Caporetto : storia di una disfatta*, Florence, Giunti Editore, 1997 ; voir également P. Pieri, *L'Italia nella Prima guerra mondiale (1915-1918)*, Turin, Einaudi, 1965.

de “saboter” et le “ni saboter” [...] revenait aussi un peu à “adhérer” et l’ironie des choses nous avertissait que – produite au-delà de certaines limites – la non-adhésion devenait une adhésion automatique et involontaire, mais non moins positive et efficace à une autre guerre [...] : la guerre contre l’Italie ! Subtil fil de rasoir duquel il était naturel que les esprits les plus faibles, impulsifs et simplistes, bouleversés par les événements, glissent et se précipitent soit d’un côté soit de l’autre. »³⁰

Comme tend à le montrer l’éclairage italien, la réflexion sur l’entrée en guerre comme moment de cristallisation de l’«idéologie de l’intégration» du socialisme européen, laissant supposer un simple glissement vers le «choix» de l’intervention, ou au contraire en termes de «revirement» (tournant) et d’«exceptionnalité» (par rapport à une continuité supposée), ne permet pas de rendre compte de la complexité inhérente au processus de décision face à la guerre advenue et a fortiori à l’impact de la guerre faite et vécue.

« Les masses ont leur propre voix »

Les notes qui précèdent tiennent compte essentiellement des positions majoritaires dans les instances dirigeantes du mouvement ouvrier italien ; elles ne se sont pas arrêtées sur les nombreuses lacérations au sein de ce parti et sur les prises de positions discordantes pourtant bien réelles dans ses rangs, qui s’intensifient au long du conflit. Les débats qui secouent les socialismes en guerre ne sont cependant pas étrangers à la dialectique du rapport qui s’instaure entre les cadres majoritaires du socialisme européen et la base socialiste ou plus généralement les dominés dans le conflit.

Bien sûr, nous pourrions nous poser la question de savoir pourquoi «les décisions prises au cours du mois d’août 1914 n’ont pas été condamnées par la majorité du mouvement ouvrier»³¹. Cette question permettrait certes de revenir sur les hauts taux de conflictualité sociale avant la guerre : la contestation de l’ordre social existant qui, en Italie, prend des formes insurrectionnelles ; pensons à la «Settimana rossa» de juin 1914 où l’Italie du Nord, bastion ouvrier de la pénin-

³⁰ F. Turati, «Agli elettori del Collegio di Milano», *Critica sociale*, novembre 1919 ; également cité in R. Vivarelli, *Storia delle origini del fascismo. L’Italia dalla Grande Guerra alla marcia su Roma*, vol. 1, Bologne, Il Mulino, 1991, p. 96.

³¹ F. Canale Cama, *Alla prova del fuoco*, op. cit., p. 148.

sule, est secouée par une série de grèves et d'agitations³². Mais elle ne nous dirait rien sur ce que l'expérience de guerre fait à la conflictualité sociale et sur les lignes qu'elle fait bouger au sein des mondes ouvriers européens.

De fait, interroger pleinement ces divers aspects suppose d'analyser cette expérience du point de vue des formes que prennent le refus et l'«adhésion» ouverts au conflit au sein du mouvement ouvrier. Mais il s'agit aussi de l'envisager en fonction des «moments» où les dominés s'adaptent à la nouvelle situation sociale imposée par la guerre et où il n'est question ni de «consentement à la domination» ni proprement de refus «en tant qu'il révèle les effets de la domination sur [leur] manière de faire et de penser»³³. La question n'est plus alors de savoir pourquoi le monde ouvrier a réagi avec autant de «passivité» au «choix» des cadres politiques des partis socialistes, mais comment il y a fait face ; quel sens il lui a donné et quelle résonance il a pu avoir ou non sur le mouvement ouvrier organisé.

Pour un pays qui compte alors 37 millions d'habitants, la mobilisation est exceptionnelle : sur la totalité du conflit, 4,2 millions d'hommes sur le front, 600 000 prisonniers, 500 000 blessés, 650 000 morts dont 100 000 prisonniers³⁴. À tel point que cette guerre, selon Antonio Gibelli, peut être considérée, comme une «guerre des Italiens» ; et l'historien italien de préciser : non en terme de «consentement» mais en terme de «participation»³⁵. L'ampleur de la mobilisation de la société est bien sûr fonction des objectifs de la classe dirigeante italienne, le premier étant de faire de l'Italie une grande puissance.

³² Voir à ce propos, P. N. Stearns, «Against the Strike Threat : Employer Policy toward Labor Agitation in France, 1900-1914», *The Journal of Modern History*, n° 4, December, 1968, pp. 474-500 ; L. Valiani, *La lotta sociale e l'avvento della democrazia in Italia 1876-1915*, Turin, UTET, 1976.

³³ G. Bois, «Le consentement à la domination littéraire. Degré et diversité de ses formes chez les écrivains "les moins reconnus" de l'univers littéraire», *Tracés. Revue de sciences humaines*, n° 14, 2008, pp. 55-76 ; C. Grignon, J.-C. Passeron, *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Gallimard-Le Seuil, 1989, p. 24 ; cité également dans N. Mariot, «Comment faire une histoire populaire des tranchées», *Agone*, n° 53, 2014, p. 170.

³⁴ Voir notamment N. Labanca, *Caporetto*, *op. cit.*, p. 40 ; G. Procacci, *Soldati e prigionieri italiani nella Grande Guerra. Con una raccolta di lettere inedite*, Rome, Editori Riuniti, 1993 ; G. Rochat, *L'Italia nella Prima guerra mondiale. Problemi di interpretazione e prospettive di ricerca*, Milan, Feltrinelli, 1976, ainsi que M. Isnenghi, G. Rochat, *La Grande Guerra*, *op. cit.*

³⁵ A. Gibelli, «Nefaste meraviglie», *art. cit.*, pp. 555-556.

La guerre, et en particulier cette guerre-là, peut apparaître alors aux soldats-paysans comme une épreuve d'autant plus incompréhensible que le pays n'a pas été attaqué et que le gouvernement leur demande de combattre « pour des objectifs abstraits comme l'honneur, le devoir, les fins nationales »³⁶, des concepts peu à même de les mobiliser durablement. Il n'est ainsi guère hasardeux d'affirmer que la résignation ou la « passivité » qui accompagne le départ des Italiens mobilisés au front n'est pas une forme de consentement aux buts de guerre mais bien un « seuil au-delà duquel commence la dissension »³⁷. Tout au long du conflit, ils vont osciller entre résignation et révolte, jusqu'à ce que les conditions de possibilités de cette dernière s'affirment au cours de l'année 1917.

D'autant que le Commandement supérieur, avec à sa tête jusqu'en 1917 le général Cadorna, se lance dans une guerre fondée sur l'attaque frontale et la guerre de mouvement. Au front, les modalités de l'entrée en guerre de l'Italie et la guerre offensive, qui provoque d'énormes pertes dans les rangs italiens, légitiment une gestion autoritaire de la troupe³⁸. L'armée italienne est en effet l'une des armées où la coercition et la discipline sont « plus aveugles et plus féroces qu'ailleurs »³⁹. Le général Cadorna jouit d'une « autorité absolue sur tout le théâtre des opérations », et il fait régner l'ordre d'une main de fer, convaincu que le soldat doit « sacrifier sa vie à la patrie sans discuter »⁴⁰. Les combattants italiens subissent les conditions les plus dures de toutes les armées belligérantes ; les permissions sont données au compte-gouttes et les rotations dans les tranchées et en première

³⁶ M. Isnenghi, G. Rochat, *La Grande Guerra*, op. cit., p. 274.

³⁷ *Ibid.*, p. 329.

³⁸ F. Turati, « Agli elettori », art. cit. ; loc. cit. in R. Vivarelli, *Storia delle origini del fascismo*, op. cit., p. 96. M. Isnenghi, G. Rochat, *La Grande Guerra*, op. cit., p. 274 ; ainsi que N. Labanca, *Caporetto*, op. cit. ; voir également P. Pieri, *L'Italia nella Prima guerra mondiale*, op. cit.

³⁹ A. Gibelli, « Nefaste meraviglie », art. cit., pp. 558-559.

⁴⁰ L. Albertini, *Vent'anni di vita politica*, Bologne, Zanichelli, 1952 ; loc. cit. in G. L. Gatti, *Dopo Caporetto. Gli ufficiali « P » nella Grande Guerra: propaganda, assistenza, vigilanza*, Gorizia, Libreria editrice goriziana, 2000, p. 45 ; I. Guerrini, M. Pluviano, « Italie 1917 : l'été de feu de la désobéissance », in A. Loez, N. Mariot (dir.), *Obéir/désobéir : les mutineries de 1917 en perspective*, Paris, La Découverte, 2008 ; ainsi que des mêmes auteurs, *Le fucilazioni sommarie nella Prima guerra mondiale*, Udine, Gasparri, 2004 ; B. Bianchi, *La follia e la fuga*, Rome, Bulzoni, 2001 ; G. Procacci, *Soldati e prigionieri*, op. cit. Voir enfin le classique, E. Forcella, A. Monticone, *Plotone di esecuzione*, Bari, Laterza, 1968.

ligne sont considérées « comme un privilège qui devait être concédé seulement dans des situations exceptionnelles »⁴¹. À cela devait s'ajouter l'instrument sans lequel, selon le général Cadorna, rien ne pouvait être accompli, soit la peur⁴².

Face au mécontentement croissant des soldats, les réponses le plus souvent apportées par l'État-major sont un « régime disciplinaire extrêmement dur » où les mauvais traitements institutionnalisés confinent parfois à la torture, les condamnations à des peines de prison extrêmement longues (dont la perpétuité) et à mort (y compris les exécutions sommaires) sont parmi les plus élevées de toutes les armées belligérantes, et ce même après novembre 1917, la défaite de Caporetto et le remplacement du général Cadorna par Armando Diaz dont le mérite principal est de s'être intéressé aux conditions de la troupe⁴³. Ainsi, comme le relèvera plus tard le volontaire de guerre Emilio Lussu : « [...] dans la guerre italienne de 1915-1918, deux guerres se sont chevauchées, celle du Commandement et des bureaucraties étatiques, marquée par la stupidité, l'esprit de caste, la mesquinerie, le mépris du facteur humain, et celle du peuple combattant qui [...] à travers l'épreuve collective d'une guerre vécue comme un devoir [...] à travers l'expérience même des lacérations continues [...] a renforcé sa propre conscience de classe ou [du moins], dans les cas d'arriérations politiques initiales, a acquis le sens de sa propre dignité entrouvrant la voie à un après-guerre ouvert à des issues révolutionnaires. »⁴⁴

Pour une histoire populaire des tranchées

Comment rendre compte de l'impact de la guerre sur les rapports de domination en « plongeant à la base de la hiérarchie sociale » ?

⁴¹ G. L. Gatti, *Dopo Caporetto*, op. cit., p. 82 ; ainsi que G. Procacci, *Soldati e prigionieri*, op. cit., p. 134 ; P. Melograni, *Storia politica della Grande Guerra*, vol. I, Bari, Laterza, 1977.

⁴² L. Cadorna, *Lettere famigliari*, Milan, Mondadori, 1967 ; V. Wilcox, « Discipline in the Italian army, 1915-1918 », in P. Purseigle (éd.), *Warfare and belligerence: Perspectives in First World War studies*, Leiden, Brill, 2005, pp. 73-100.

⁴³ Pour donner un ordre de grandeur, selon I. Guerrini et M. Pluviano (« Italie 1917 », art. cit., p. 82), les tribunaux militaires ont jugé 261 481 soldats, gradés et sous officiers, soit 16 % du total, et les deux tiers d'entre eux ont été effectivement condamnés. Sur Armando Diaz, voir G. Rochat, « Armando Diaz », in M. Pavan (dir.), *Dizionario biografico degli Italiani (DBI)*, Rome, Istituto della Enciclopedia Italiana, 1991.

⁴⁴ E. Lussu, « Sardegna e autonomismo (Contributo allo studio del federalismo) », *Giustizia e Libertà*, 9 septembre 1938.

Difficile en effet d'approcher ces «hommes du peuple», non seulement parce que c'est sans doute ceux qui se donnent le moins à lire, de par le fort taux d'analphabétisme qui pouvait atteindre plus de 65 % dans les zones rurales et le Sud de la péninsule, mais aussi parce que pour l'aborder dans toute sa complexité, il faudrait entreprendre ce que Nicolas Mariot appelle une «histoire populaire des tranchées»; c'est-à-dire se «saisir des écrits d'en bas pour eux-mêmes en tant que la manière dont ils sont rédigés dit quelque chose de la façon par laquelle les classes populaires supportent, endurent, voire subissent la guerre»⁴⁵.

Cette histoire se heurte à la prégnance du regard porté sur les «hommes du peuple» par les classes dominantes, «miroir déformant» des représentations sociales des plus instruits le plus souvent gradés vis-à-vis des simples soldats, qui ont tendance à valoriser le fatalisme et la résignation de la troupe et à en déduire mécaniquement l'obéissance, si ce n'est l'adhésion à la guerre elle-même⁴⁶. À cela s'ajoute le biais d'une attention exclusivement focalisée sur les «moments» du refus, considérés comme des instants à part, soubresauts marginaux, simples réactions à la manière de «mener» la guerre⁴⁷. Des explications simplificatrices qui ne sauraient s'appliquer, comme tendent à le montrer les éléments avancés jusqu'ici, ni à l'armée italienne, ni à toute autre armée.

Un faisceau de facteurs politiques, économiques, culturels et sociaux, parmi lesquels les expériences endurées collectivement au front et la dégradation des conditions de vie à l'arrière jouent un rôle important, permet d'approcher les phénomènes d'indiscipline au cours du conflit (refus d'obéissance, mutinerie, insubordination, voies de faits, désertion ou passage à l'ennemi)⁴⁸. Mais aussi de les situer dans le cadre d'un processus historique où la guerre se présente comme potentialité ouverte, facteur «d'accélération» de la crise des sociétés européennes dans leur ensemble mais aussi de la prise de conscience de soi des soldats.

Les actes de révolte individuels ou collectifs et d'indiscipline se produisent en effet dès l'entrée en guerre de l'Italie; ils atteignent leur acmé au cours du printemps 1917, alors que les nouvelles de Russie arrivent

⁴⁵ N. Mariot, «Comment faire une histoire populaire», art. cit., p. 158.

⁴⁶ E. J. Leed, «Class and Disillusionment in World War I», *Journal of Modern History*, n° 50, vol. 4, décembre 1978, p. 694.

⁴⁷ G. Pedroncini, *Les mutineries de 1917*, Paris, Puf, 1967; L. V. Smith, *Between Mutiny and Obedience. The case of the French Fifth Infantry Division during World War I*, Princeton, Princeton University Press, 1994.

⁴⁸ S. Peli, A. Camarda, *L'altro esercito. La classe operaia durante la Prima guerra mondiale*, Milan, Feltrinelli, 1980.

dans la péninsule⁴⁹. Comme le soulignent Irene Guerrini et Marco Pluviano, «la désobéissance militaire [est] non seulement en augmentation, mais elle se [double] de l'agitation» dans le pays⁵⁰. Sur le front interne, en effet, c'est la discipline militaire qui prévaut; la suppression des libertés individuelles, l'interdiction de la grève et le contrôle de la mobilité des ouvriers sont les nouvelles règles qui régissent la société civile. Les salariés, femmes et hommes, travaillent 15 à 16 heures par jour, dans des conditions déplorables, parmi les pires de l'époque. Au cours de l'hiver 1916-1917 et jusqu'à l'automne 1917, la situation dans le pays devient explosive; les difficultés d'approvisionnement mettent le feu aux poudres. À Turin, le 21 août 1917, la pénurie de pain amène les ouvriers à déclencher une grève générale qui tourne immédiatement à l'insurrection; le soulèvement dure jusqu'au 25, plusieurs détachements de l'armée envoyés pour la réprimer passent du côté des insurgés. L'insurrection fait plus de 40 morts et environ 200 blessés. Le 25 août, les socialistes turinois diffusent un manifeste appelant les ouvriers à retourner au travail, mais promettant la «revanche»⁵¹.

Les phénomènes d'indiscipline dans l'armée italienne et dans le pays, qui «explosent» à la faveur des possibilités ouvertes au cours de l'année 1917, ne sauraient être analysés comme de simples «réactions» à la «contrainte». Ils sont bien plutôt le reflet de ce qu'Antonio Gramsci va appeler le «surgissement d'une nouvelle conscience de classe» favorisée non seulement par la «forte concentration» ouvrière et paysanne dans les tranchées mais aussi par la hausse du contrôle social de l'État impliquant presque inévitablement la prise de conscience du groupe⁵²: «Trois années de guerre, écrit Antonio Gramsci en septembre 1917,

⁴⁹ ACS, (PS), *Divisione affari generali e riservati*, A5G, *Prima guerra mondiale (1914-1918)*; I. Guerrini, M. Pluviano, «Italie: été 1917», art. cit., p. 83.

⁵⁰ *Ibid.*, p. 89.

⁵¹ S. Musso, *Gli operai di Torino (1900-1920)*, Milan, Feltrinelli, 1980. Plus récemment P. Rugafiori, «Nella Grande Guerra», in N. Tranfaglia (dir.), *Storia di Torino, vol. 8: Dalla Grande Guerra alla liberazione (1915-1945)*, Turin, Einaudi, 1998.

⁵² A. Gramsci, «Il dovere di essere forti», *Avanti!*, edizione piemontese, 25 novembre 1918; maintenant in *id.*, *Il nostro Marx (1918-1919)*, édité par S. Caprioglio, Turin, Einaudi, 1984, p. 417s; à ce propos voir aussi F. Silvestrini, «Tra fabbrica e trincea alle origini dello "storicismo rivoluzionario" gramsciano», *Rivista Quadrimestrale*, n° 1-2, septembre-décembre 2010, pp. 19-52; voir également S. Prezioso, «Antonio Gramsci, Piero Gobetti et les conseils d'usine de Turin: une rencontre improbable?», *Dissidences. Revue en ligne*, décembre 2013. Ainsi que A. D'Orsi, «Gramsci e la guerra: dal giornalismo alla riflessione storica», *Passato e Presente*, n° 74, 2008, pp. 55-80.

ont produit des effets que ceux qui l'ont souhaitée ne pouvaient prévoir. Ils ont mis en mouvement des quantités d'hommes qui [...] sentent aujourd'hui des besoins qu'ils ne percevaient pas avant, des besoins vagues, indistincts et non concrétisés par un programme.»⁵³

Il ne s'agit donc pas de faire des tranchées un lieu où les hommes deviennent «instinctivement socialistes»⁵⁴; mais de saisir que la guerre en tant qu'espace social met en crise «les consciences». La participation à celle-ci a dynamisé les expériences précédentes, le bouillonnement politique, social et culturel d'avant-guerre⁵⁵. Et Antonio Gramsci d'insister: «Les instincts individuels égoïstes se sont émoussés, une âme unitaire commune a pris forme, les sentiments des uns se sont adaptés à ceux des autres, une habitude de discipline sociale est née: les paysans ont conçu l'État dans sa grandeur complexe, dans sa puissance sans limites, dans sa structure compliquée. [...] Des liens de solidarité se sont noués qui, autrement, n'auraient pu naître que de plusieurs dizaines d'années d'expériences historiques et de luttes sporadiques: en quatre ans, dans la boue et dans le sang des tranchées, un monde spirituel a surgi, avide de s'affirmer à travers des formes et des institutions sociales durables et dynamiques.»⁵⁶

Si la guerre ne crée donc pas au sein du «peuple» une «unité morale, une unité sociale», elle en devient une précondition qui ne pourra se déployer pleinement, comme le relève Gramsci, qu'à partir du retour à la paix, moment «indispensable» pour que les citoyens puissent «connaître la vérité» et «s'associer»⁵⁷. Les deux années rouges révolutionnaires dites *biennio rosso* qui suivent la fin du conflit en Italie semblent en effet confirmer les analyses à chaud du militant communiste; elles deviennent un véritable laboratoire d'innovations politiques et d'organisation ouvrière, pensons aux Conseils d'usine de Turin, profitant certes du «nouveau climat historique» de l'après-guerre italien, mais aussi du patrimoine de luttes accumulées et dynamisées par la guerre faite et vécue. C'est en particulier le cas à partir de l'année 1917, tant et si bien que certains auteurs ont pro-

⁵³ A. Gramsci, «Analogie e metafore», *Il Grido del Popolo*, 15 septembre 1917.

⁵⁴ Eric J. Leed, «Class and Disillusionment», art. cit., p. 696.

⁵⁵ A. Gramsci, «Il popolo e Wilson», *Avanti!*, ed. piemontese, XXIII, 7 janvier 1919; maintenant in *id.*, *Il nostro Marx*, op. cit., p. 485.

⁵⁶ A. Gramsci, «Ouvriers et paysans», *L'Ordine Nuovo*, 2 août 1919, maintenant in *id.*, *Écrits politiques*, vol. 1 (1914-1920), op. cit., p. 262.

⁵⁷ A. Gramsci, «Il popolo e Wilson», art. cit., p. 484; *Id.*, «Il dovere di essere forti», art. cit., p. 415.

posé de modifier le concept même de *biennio rosso* en *quadriennio rosso* (les quatre années rouges)⁵⁸. Cependant, si l'expérience de guerre au front et dans les usines militarisées a des conséquences réelles sur le niveau de conscience et donc sur les formes et l'intensité des batailles sociales dans l'effervescence politique, sociale et culturelle de la guerre et de l'après-guerre, elle ne saurait en épuiser le sens, comme tend à le montrer la contraction des luttes qui précède l'arrivée du fascisme au pouvoir⁵⁹. De fait, et au-delà de la question liée au sens large aux raisons de la révolte, il faudrait pouvoir interroger les causes du désengagement qui, dialectiquement, prennent elles aussi racine dans ces mêmes expériences.

⁵⁸ S. Peli, A. Camarda, *L'altro esercito*, op. cit.

⁵⁹ C. Natoli, « Crisi organica e rinnovamento del socialismo : il laboratorio degli scritti giovanili di Gramsci », *Studi Storici*, n° 1, 2009, pp. 167-230 ; L. Rapone, *Cinque anni che paiono secoli. Antonio Gramsci dal socialismo al comunismo*, Rome, Carocci, 2011.